



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

autorité de l'État

Question au Gouvernement n° 457

Texte de la question

AUTORITÉ DE L'ÉTAT

M. le président. La parole est à M. Jean-François Parigi, pour le groupe Les Républicains.

M. Jean-François Parigi. Ma question s'adresse à M. le Premier ministre.

Quand nos policiers sont pris dans des guets-apens sauvages, quand les métros ne s'arrêtent plus à certaines stations, gangrenées par les trafics,...

M. Pierre Cordier. Scandaleux !

M. Jean-François Parigi. ...quand des bandes font régner leur loi dans nos quartiers, c'est l'ordre républicain qui est menacé.

M. Pierre Cordier. Eh oui, et il l'est tous les jours !

M. Jean-François Parigi. Quand les surveillants de prison sont victimes d'agressions sauvages et ignobles par des détenus radicalisés en prison, c'est l'autorité de l'État qui est bafouée.

Jeudi dernier, à Vendin-le-Vieil, un détenu, terroriste notoire, a ainsi tenté d'assassiner trois surveillants avec des ciseaux et une lame de rasoir.

M. Thibault Bazin. C'est grave !

M. Jean-François Parigi. Hier, sept surveillants de prison ont été tabassés à Mont-de-Marsan par un détenu radicalisé. Mais c'est tous les jours que les gardiens de prison subissent outrages et agressions, insultes, crachats, coups de poing ou coups de tête.

Aujourd'hui, c'est à la prison de Tarascon qu'une surveillante s'est fait agresser par un détenu radicalisé. Dans des prisons comme celle, dans ma circonscription, de Meaux-Chauconin – que j'ai visitée le 7 décembre dernier –, la surpopulation carcérale bat tous les records, et les surveillants n'en peuvent plus.

Monsieur le Premier ministre, quand allez-vous enfin prendre la mesure de l'exaspération légitime de tous les fonctionnaires, dépositaires de l'autorité publique dans notre pays ? S'agissant de la situation dans nos prisons, quand créerez-vous les 15 000 places promises ? Quand renforcerez-vous les moyens humains et matériels des surveillants de prison ? Quand apporterez-vous, enfin, une réponse ferme pour combattre les dérives de l'islam radical dans les prisons françaises ? Nos surveillants de prison l'attendent, les Français l'exigent, la situation

l'impose. (*Applaudissements sur les bancs du groupe LR.*)

M. le président. La parole est à M. le Premier ministre.

M. Edouard Philippe, Premier ministre. Avant de vous répondre, monsieur le député, permettez-moi de souhaiter à l'ensemble de la représentation nationale, au nom du Gouvernement, des vœux d'excellente année et d'épanouissement personnel.

Vous m'avez interrogé sur l'autorité de l'État, faisant masse d'une série d'agressions, souvent violentes, commises sur des personnels de l'État qui incarnent des missions régaliennes et les exercent, nous le savons tous, dans des conditions redoutablement délicates. En réponse à votre question, je veux commencer par dire à l'ensemble de ces personnels que nous mesurons parfaitement le poids des responsabilités qui pèsent sur leurs épaules. Dans les prisons, dans les rues, dans les transports en commun, partout en France, des policiers, des personnels pénitentiaires, des gendarmes, des pompiers parfois, parce qu'ils portent l'uniforme et incarnent - au sens le plus littéral du mot - l'État, peuvent être menacés ou pris pour cibles. Nous ne l'accepterons jamais, ni vous, ni nous, car ce n'est pas acceptable. (*Applaudissements sur les bancs des groupes REM, MODEM et UAI.*)

J'ai bien conscience, monsieur le député, qu'en rester là serait un peu court.

M. Christian Jacob. Oui !

M. Edouard Philippe, Premier ministre. Ce que nous n'acceptons pas, nous devons faire en sorte de le rendre impossible. Mais, reconnaissez-le avec moi, l'état des prisons, que vous dénoncez à juste titre, n'est totalement imputable ni à la majorité parlementaire actuelle, ni au Gouvernement nommé en mai ou en juin dernier à l'issue des élections. (*Exclamations sur plusieurs bancs du groupe LR.*) Quelqu'un peut-il penser, dans l'opposition ou la majorité, que nous ne payons pas aujourd'hui le prix de sous-investissements excessifs pendant des années ? (Mêmes mouvements.)

M. Claude Goasguen. L'argument est trop facile !

M. Edouard Philippe, Premier ministre. En cette nouvelle année, les mauvaises habitudes semblent malheureusement reprendre le dessus... (*Applaudissements sur les bancs des groupes REM et MODEM.*)

Monsieur le député, nous nous sommes engagés sur une augmentation réelle des moyens mis à la disposition des ministères de la justice et de l'intérieur – peut-être même avez-vous vous-même voté cette mesure –, car nous sommes conscients, comme vous, qu'il y a là un enjeu considérable pour restaurer l'autorité de l'État. Nous n'avons pas augmenté ces crédits budgétaires pour le plaisir d'accroître la dépense publique, mais parce que pendant trop longtemps, nous le savons, les dépenses consenties en faveur d'éléments essentiels de la sécurité nationale et collective, dans les prisons et dans la police, ont été trop faibles. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe REM.*) Permettez-moi de le dire, monsieur le député : en la matière, les sous-investissements et les sous-dépenses sont partagés, et depuis longtemps – et je n'en dirai pas plus. (Nouveaux applaudissements sur plusieurs bancs du groupe REM. – Protestations sur plusieurs bancs du groupe LR.)

Je vous entends sur la nécessité d'être ferme et de construire des places de prison supplémentaires, et nous nous y sommes engagés.

M. Fabien Di Filippo. On ne voit rien venir !

M. Edouard Philippe, Premier ministre. Dans la loi de programmation des finances publiques, nous avons justifié un certain nombre d'évolutions des dépenses par cet effort d'investissement considérable. L'effort, d'ailleurs, ne porte pas seulement sur les investissements : nous devons aussi assurer le recrutement de personnels pénitentiaires, ce qui est difficile car les missions sont délicates. Nous avons donc à convaincre les

candidats, à travers des carrières et des rémunérations attrayantes. Vous êtes au fait, je le sais, de ce problème délicat.

Nous avançons donc avec l'ambition de faire mieux ; ce sera long et difficile, mais nous sommes particulièrement déterminés. (*Applaudissements sur les bancs des groupes REM et MODEM.*)

Données clés

Auteur : [M. Jean-François Parigi](#)

Circonscription : Seine-et-Marne (6^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 457

Rubrique : État

Ministère interrogé : Premier ministre

Ministère attributaire : Premier ministre

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [17 janvier 2018](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [17 janvier 2018](#)